

UNE NOUVELLE ÉTAPE

FÉVRIER 2013

Pages 2-8

ACTUALITÉS DU MONDE

Europe

Chypre : élection présidentielle

Amérique latine

Équateur : Correa réélu

Asie

Vietnam :

année croisée France-Vietnam

Monde arabe

Tunisie :

qui a peur de la démocratie ?

8^{ème} semaine anti-coloniale

Soirée inaugurale

Le billet de Gérard Streiff

On a brûlé l'olivier de Platon !

Pages 9-11

POUR UNE AUTRE EUROPE

Discours de Pierre Laurent sur l'Europe au Congrès du PCF

Pages 12-13

FOCUS

La paix, bataille progressiste (discours de Reiner Braun au Congrès du PCF)

Pages 14-16

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 18-21

REGARD sur

Le Forum de São Paolo

(discours de Valter Pomar au Congrès du PCF)

Le 36^e Congrès a été le congrès du rassemblement et de l'offensive : le rassemblement des Communistes autour de leur orientation pour un Parti communiste utile à notre peuple et à la transformation sociale dans notre pays, utile à la convergence des luttes au plan européen et à une solidarité internationale renforcée ; un PCF à l'offensive pour, avec le Front de gauche, faire grandir le rassemblement populaire et l'action pour des alternatives à l'austérité, chaque jour, plus pressantes.

Au nom des Communistes et de leur direction, nous voulons ici remercier vivement toutes les forces et organisations qui ont répondu présentes à notre invitation et qui ont partagé avec nous ces 4 jours de débats et de fraternité. Votre présence et votre participation à tous en ont fait un rendez-vous international marquant. Vous avez rencontré les Communistes français tels qu'ils sont, et vous disposerez bientôt de nos textes de congrès traduits en anglais et en espagnol. Nous souhaitons prolonger, avec tous, les discussions engagées dans le respect de nos différences d'approche. Que nous l'appelions un « communisme de nouvelle génération » ou autrement, nous partageons le même impératif et la même volonté de faire renaître l'espoir et d'ouvrir la voie au dépassement du capitalisme. Dans son rapport introductif, Pierre Laurent, notre secrétaire national, le souligne : « Notre action communiste n'est pas un rêve vain mais un levier dont le monde a besoin pour agir avec espoir et penser avec créativité les transformations de la société. » Votre participation à notre congrès et nos rencontres en appellent de nouvelles pour renforcer les liens de solidarité entre les forces de la transformation sociale dans un monde traversé de part en part de lourdes inégalités et urgences sociales, de dominations et d'exploitation.

La direction de notre parti s'est, à l'occasion de ce congrès, beaucoup renouvelée. Je tiens à saluer l'action de Jacques Fath, à la tête du département international du PCF, ces dernières années. Au cœur d'une décennie qui a vu naître et se développer à vitesse accélérée des destructions de tous ordres à travers la planète, Jacques a su, en mettant au service de notre parti toute son énergie, maintenir le cap de l'écoute, de l'initiative et de l'inventivité. Il a su, avec l'équipe qu'il a animée, trouver les chemins du dialogue. Jacques demeure un dirigeant du PCF, membre de notre conseil national, et contribuera à la mise en œuvre des tâches que nous nous sommes assignées avec la grande exigence et rigueur intellectuelle et morale qui sont les siennes, et dont nous avons besoin pour repenser, dans les conditions du XXI^e siècle, un projet d'émancipation sociale digne de notre ambition communiste de dépassement du système capitaliste. Une détermination plus actuelle et légitime que jamais.

Lydia Samarbakshh

responsable du département International du PCF



calendrier

- **Assemblée annuelle du Réseau international Non à l'OTAN-Non à la guerre** du 8 au 10 mars à Gand. Participation de Claire Chastain.
- **Séminaire annuel du Parti du travail du Mexique**, du 14 au 16 mars à Mexico. Participation d'Obey Ament.
- **Rencontre publique Quel avenir pour la Syrie avec des représentants de l'opposition syrienne au siège du PCF** le 20 mars à 18h30 (inscription : mparmigiani@pcf.fr)
- **Cérémonie annuelle du Newroz** le samedi 23 mars au lac de Sarcelles (rue du Père Heude). Participation de Lydia Samarbakshh et des membres du réseau PCF/Kurdistan
- **Délégation du PCF conduite par Pierre Laurent en Tunisie, à l'occasion du Forum social mondial à Tunis** du 26 au 30 mars.

Chypre élection présidentielle 17 et 24 février 2013

Avec 57,48% des suffrages, la droite a remporté les élections présidentielles avec son candidat Nicos Anastasiades (Rassemblement démocratique-Disy). Le candidat soutenu par le Parti progressiste des travailleurs-AKEL, Stavros Malas, obtient, quant à lui, 42,52% de suffrages.



Au premier tour, la droite, alliée avec le Parti démocratique Dikko et le parti ultranationaliste Evroko, était arrivée en tête avec 45,46% des voix, contre 26,91% à Stevros Malas, soutenu par AKEL, et 24,93% à Georges Lilikas, soutenu essentiellement par le Parti socialiste Edek, et une partie du Dikko et des écologistes.

La participation au scrutin (83% au premier tour et 81% au 2ème) est en baisse respectivement de six et neuf points par rapport à 2008. À noter une forte proportion de votes blancs et nuls invalidés (7,36%). La fin de campagne, avec l'aiguïsement des enjeux sur le plan social, a traduit une mobilisation croissante en faveur du candidat d'AKEL, entravée par le refus de Georges Lilikas de rejoindre le rassemblement contre la droite, tout en prônant le vote blanc au deuxième tour.

Les enjeux de la campagne électorale

Contrairement à la présidentielle de 2008, où la question de la réunification du pays avait pris une grande importance, permettant à Demetris Christofias, le secrétaire général d'AKEL, de rassembler très largement et de l'emporter avec 53 % des suffrages, cette fois-ci, ce sont les conséquences de la crise économique mondiale et ses effets dans la zone euro qui ont été au centre de la campagne. Depuis plus de deux ans, les réponses qu'y apportent les milieux financiers et l'UE ont eu des conséquences brutales sur l'économie chypriote (récession et doublement du chômage), le pays étant très dépendant de la crise bancaire qui affecte la Grèce.

INFORMATION

Après avoir exercé la charge de responsable des *Relations internationales* durant deux mandats, j'ai souhaité être remplacé à cette fonction à l'occasion du 36^e Congrès du PCF qui s'est tenu du 7 au 10 février derniers. Je remercie toutes les lectrices et lecteurs de la *LRI* qui, après plus de 3 années d'existence, va évidemment continuer, sous la direction de Lydia Samarbakhsh, notre nouvelle responsable des *Relations internationales*, membre du Comité exécutif, membre de la Coordination nationale de notre parti, et avec Claire Chastain qui en assure chaque mois l'élaboration, en collaboration avec toute l'équipe des *Relations internationales*.

Jacques Fath, membre du Conseil national

Les négociations avec l'UE pour bénéficier d'une aide du *Mécanisme européen de stabilité* de 17 milliards, afin de pouvoir renflouer les banques chypriotes et les contreparties exigées en retour (austérité et privatisations), étaient bloquées du fait du refus du président sortant d'avaliser une partie du mémorandum imposé par l'UE. De ce fait, Demetris Christofias, son gouvernement et AKEL ont été l'objet d'attaques et d'un chantage croissants pour qu'ils acceptent ce mémorandum, sans conditions, alors que la droite relayait les exigences de la troïka européenne, pour l'austérité, les coupes budgétaires, les privatisations, la mise en coupe des droits sociaux.

La question de la réunification de l'île et la relation avec la Turquie et l'OTAN

AKEL est le seul parti clairement engagé sur l'option d'un seul État reconnaissant les deux communautés, gréco et turco chypriotes (une fédération bizonale et bicommunale), avec une personnalité internationale propre et une seule citoyenneté, respectant le droit international et les résolutions de l'ONU. Le président sortant a été pris en tenailles entre l'intransigeance de la Turquie, ses pressions sur la communauté turco-chypriote dans la partie occupée du pays, et celles de la droite et des forces les plus nationalistes avec lesquelles Anastasiades s'est allié pour la présidentielle.

À peine élu, le nouveau président s'est dit favorable à la recherche d'un nouveau consensus sur la « *question chypriote* ». Lors de sa première déclaration officielle, il a souhaité soumettre une demande d'adhésion de Chypre au *Partenariat pour la Paix*, structure mise en place sous l'égide de l'OTAN. Lors de la précédente législature, Demetris Christofias avait mis son veto à un tel rapprochement avec l'OTAN. Comme le souligne AKEL, cela affecterait directement la politique du pays concernant le problème national : d'une part par la remise en cause d'une position constante de la partie chypriote grecque en faveur de la démilitarisation, après résolution de la « *question chypriote* », et d'autre part parce que cela relâcherait la pression exercée par l'UE sur la Turquie pour la contraindre à contribuer à une juste solution de la question chypriote respectant la souveraineté de Chypre. Ankara tente, au contraire, d'imposer son point de vue en faisant évoluer, à son avantage, les relations entre l'UE et l'OTAN. Il s'agit là d'une question cruciale qui, au-delà de Chypre, touche aux enjeux de sécurité et de paix dans une région de tensions et de conflits, où l'OTAN exerce une agressivité croissante, ce qui doit susciter, en retour, la vigilance et la mobilisation des forces de progrès, à Chypre comme en Europe.

José Gordon

Relations internationales/Europe

Équateur Rafael Correa réélu pour approfondir le changement

« L'Équateur a déjà un président », disaient les Équatoriens, reprenant le slogan de campagne de Rafael Correa.



Qui pourrait faire mieux que lui ? Élu une première fois en 2006, puis confirmé à la présidence après l'adoption de la nouvelle Constitution de 2008, il est réélu en 2009 : un exploit dans un pays qui vivait dans l'instabilité politique depuis trente ans. Les résultats de l'élection du 17 février dernier ont confirmé ce sentiment : Rafael Correa devance de loin ses adversaires avec 57,17 % des voix. Guillermo Lasso, candidat de la droite réorganisée dans le parti CREO, n'obtient que 22 % des voix. La vieille droite, représentée par un autre riche homme d'affaires, Alvaro Noboa, sort laminiée de ce scrutin avec 3,72 % des voix.

Lucio Gutierrez, le militaire qui avait accédé à la présidence en 2002 et qui a dû démissionner sous la pression du soulèvement populaire de 2005, conserve une certaine force en obtenant 6,73 % des voix.

À gauche, l'ancien ministre Alberto Acosta était le porteur d'une critique au modèle d'exploitation des ressources minières et des dangers pour l'environnement. Il été le candidat d'une coalition qui, réunissant la Confédération nationale indigène, les maoïstes du Mouvement populaire démocratique et le Parti Pachakutik, n'obtient que 3,26 %. Cet échec attendu est la conséquence de positions ambiguës, souvent incomprises par la population et la suite logique du discrédit qui marque certaines forces qui ont soutenu le coup de force de 2010 contre Rafael Correa.

Aucune des critiques portées par les adversaires de Rafael Correa n'a pu contrecarrer le bilan du gouvernement de la « Révolution citoyenne ».

Pourtant, le point de départ était peu favorable : l'Équateur dépend des envois d'argent de ses émigrés (3,5 % du PIB) et n'a plus de monnaie nationale depuis que le gouvernement néolibéral de Jamil Mahuad a remplacé, en 1999, le sucre par le dollar. Encore aujourd'hui, la

monnaie en cours est le dollar, ôtant ainsi à l'État un instrument lui permettant d'exercer un contrôle des échanges et d'agir sur la demande intérieure.

Malgré les difficultés, Rafael Correa mène une politique en faveur du « bien vivre », de la souveraineté et de l'indépendance, et de l'intégration régionale.

Grâce à la renégociation des contrats avec les transnationales, le réinvestissement des revenus du pétrole et une hausse des impôts pour les plus riches, les dépenses publiques ont été augmentées de manière significative. Les recettes fiscales représentaient 27 % du PIB en 2006 et 40 % en 2012. Ce sont des moyens pour des programmes sociaux donnant accès au logement aux plus défavorisés et des investissements dans la construction d'infrastructures. D'autres mesures ont été adoptées : obligation faite aux banques de conserver 45 % de leurs fonds dans le pays, la sortie des capitaux du pays est taxée.

Les salaires ont été augmentés de 40 % en cinq ans. Le budget de l'éducation a doublé, celui de la santé a triplé et un « bon de développement humain » est attribué aux plus pauvres et aux personnes handicapés ; entre 2006 et 2009, les dépenses sociales sont passées de 0,7 % à 1,8 % du PIB.

Le résultat de cette politique est un recul du chômage, qui est passé de 7,6 % à 4,8 % en deux ans. La pauvreté recule, passant de 36 % à 28 %.

C'est ainsi que l'Équateur a pu faire face à la crise et a pu croître de 4,8 % en 2012.

Les défis à relever sont nombreux. Transformer la matrice productive et énergétique et ancrer le processus de changement dans la durée. Sortir du modèle fondé sur l'exploitation et l'exportation des matières premières. Encourager l'industrialisation du pays pour une économie fondée sur les capacités productives où le travail est considéré comme l'essence et le véhicule du changement. Diversifier l'économie en favorisant d'autres formes de propriété, associative, coopérative, communautaire. Mener à terme la révolution agraire, la consolidation des secteurs stratégiques avec la construction de nouvelles infrastructures permettant la transformation sur place des ressources naturelles.

Obey Ament

Relations internationales/Amérique latine

SUGGESTION DE LECTURE

Arrêtez la Bombe !

co-écrit par Jean-Marie Collin, Paul Quilès et Bernard Norlain, publié aux Éditions Le Cherche Midi, février 2013

année croisée France/Vietnam

**extraits du discours
d'Hélène Luc,
sénatrice honoraire,
présidente d'honneur
de l'Association d'amitié
franco-vietnamienne
(AAFV), Chevalier
de la Légion d'honneur,
prononcé à Hanoï le 25 janvier 2013,
à l'occasion du 40^{ème} anniversaire
de la signature des Accords de Paris**



Il y a 40 ans, le peuple vietnamien vivait une des plus belles journées de son histoire avec la signature des Accords de Paris le 27 janvier 1973, qui allait être suivis le 30 avril 1975 de la victoire pour l'indépendance et l'unification du Viet Nam, enfin libre de toute présence étrangère sur son sol depuis 120 ans !

Le peuple français, les peuples du monde entier épris de justice et de paix ont vibré avec vous de tout leur cœur, en célébrant cette grande victoire.

À Choisy le Roi, nous avons eu le privilège d'héberger la délégation de la République démocratique du Viet Nam à l'école de formation des dirigeants, l'ancienne maison de Maurice Thorez, que le Parti communiste français avait mis à sa disposition.

Avec Fernand Dupuy, le maire de Choisy le Roi, et la secrétaire du Parti communiste de Choisy que j'étais, avec Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, Gaston Viens, président du Conseil général et tous les militants et amis, nous avons mis toutes nos forces pour permettre à votre délégation, conduite par nos regrettés camarades Le Duc Tho et le ministre Xuan Thuy, de travailler dans de bonnes conditions, mais aussi d'être entourés de notre affection, nous étions un peu leur famille. Ils accomplissaient une mission difficile.

Nous avons activement, de façon concrète, participé à développer la lutte pour la paix, contribuant finalement

aux côtés de vos soldats héroïques à contraindre les Américains à signer les accords. L'action du Parti communiste français aura été de tous les instants en apportant aide et soutien à la délégation du nord Viet Nam et à celle du Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP), conduite par notre amie Madame Nguyen Thi Binh...

À Paris, à l'appel du Parti communiste français et de la jeunesse, un rassemblement de 60 000 personnes a eu lieu au Quartier latin. Des jeunes venus de 10 pays d'Europe ont défilé dans les rues de Paris. En Italie, en Suède, à Berlin, les étudiants identifient leur lutte à celle du peuple vietnamien. À Washington, 80 000 américains manifestent devant la Maison blanche.

Une telle commémoration est nécessaire pour se rappeler que la victoire a été possible par l'héroïsme du peuple vietnamien, par la solidarité internationale qui s'est manifestée. Cette victoire est aussi le résultat du soutien accru des pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, d'Amérique latine.

À Choisy le Roi, nous célébrons aussi la signature des Accords de Paris.

Nous raconterons aux jeunes générations votre héroïsme et l'amitié si profonde qui nous lie.

L'année croisée France Viet Nam 2013-2014, décidée par le gouvernement français avec votre gouvernement, votre ambassadeur en France, avec la participation de tous les amis et camarades français, mais aussi les entreprises françaises qui travaillent au Viet Nam, constitue une étape nouvelle pour l'amitié, la coopération entre nos deux peuples.

Hier, Pierre Laurent, le secrétaire national du Parti communiste, a participé à la réception donnée par votre ambassadeur pour célébrer ce quarantième anniversaire (voir *LRI* janvier 2013).

Des grandes villes comme Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Poitiers et d'autres participeront à cette année croisée.

Une année croisée qui doit marquer une avancée significative dans les rapports entre la France et le Viet Nam.

année croisée France/Vietnam

CHOISY-LE-ROI

CÉLÉBRATIONS D'OUVERTURE DE L'ANNÉE CROISÉE FRANCE-VIETNAM**jeudi 21 mars à 20 h au Cinéma Paul Éluard**

avant-première du film de Daniel Roussel : *Seul, celui qui veille sait que la nuit est longue*
suivi d'un échange avec les témoins vietnamiens et français de l'époque.

vendredi 22 mars de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h - salle du Royal

journée de rencontres et de réflexions : *1968-1973, les négociations de paix, du Vietnam au monde*

AVEC LES GRANDS TÉMOINS SUR LE CONTEXTE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX

sous la présidence de Daniel Davisse

Mme Nguyen Thi Binh

ancienne vice-présidente du Vietnam, chef des négociations de paix pour la délégation pour le gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam

M. Trinh Ngoc Thai

ambassadeur honoraire du Vietnam en France, secrétaire particulier de Monsieur Xuan Thuy et membre de la délégation du gouvernement démocratique du Vietnam du Nord, présente à Choisy-le-Roi de 1968 à 1973

M. Ha Dang

correspondant à Paris du journal *Nhan Dan* durant les négociations de paix

M. Henri Froment-Meurice

ambassadeur de France honoraire, directeur d'Asie-Océanie de 1969 à 1975

Mme Hélène Luc

sénatrice honoraire du Val de Marne
responsable du parti communiste de Choisy-le-Roi durant la période 1968/1973

LE POINT DE VUE SUR LES EFFETS ET LES SIGNIFICATIONS DES ACCORDS DE PARIS

sous la présidence de Duong Chi Dung, ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en France

Alain Ruscio

historien du colonialisme, chercheur indépendant

Jacques Portes

professeur émérite d'histoire des États-Unis d'Amérique, de la guerre du Vietnam

ET UN REGARD SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DU VIETNAM CONTEMPORAIN

sous la présidence d'Hélène Luc, sénatrice honoraire

Pierre Journoud

enseignant et chercheur en histoire et géostratégie, à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et Université Paris I

Dominique Bari

ancienne journaliste spécialiste de l'Asie à l'Humanité

Daniel Roussel

cinéaste

samedi 23 mars à 15 h - quartier du Port

**inauguration de la place des Accords de Paris
et de la stèle de la Paix réalisée par Dominique de Miscalc**

spectacle de rue : *Les couleurs de la paix* » avec la GRS de Choisy-le-Roi
cavalcade année du Serpent d'eau en partenariat avec le centre culturel vietnamien

Tunisie

qui a peur de la démocratie ?

L'assassinat de Chokri Belaïd représente un pas supplémentaire dans la montée des actes de violences politiques que connaît la Tunisie depuis plusieurs mois.

La cible des criminels ne doit rien au hasard. Militant de gauche de longue date, défenseur inlassable des salariés et des populations, responsable du Mouvement des Patriotes démocrates (Moupad) et co-fondateur du Front populaire, les tueurs et les commanditaires ont voulu, en visant Chokri Belaïd, frapper un homme qui représente l'espoir dans une Tunisie démocratique et sociale.

Ce crime visait également à susciter la peur, la crainte et le chaos pour préparer un régime autoritaire. L'opération politique a échoué. Les manifestants par centaines de milliers ont déjoué ce complot contre la démocratie et les objectifs de la Révolution.

Si la mort de Chokri Belaïd a bouleversé l'opinion bien au-delà de la Tunisie, on le doit à son image de militant attaché aux valeurs d'émancipation humaine. Sa disparition n'a pas marqué l'arrêt de ce combat. Tout au contraire. La crise politique ne fait que s'aggraver, conséquence d'un pouvoir de plus en plus discrédité dans tous les domaines.



La nomination comme Premier ministre d'Ali Laraydeh, venant des rangs d'Ennahda et ex-ministre de l'Intérieur, confirme la volonté du parti islamiste de poursuivre l'objectif d'asseoir son hégémonie et de renforcer la politique actuelle.

Or, la société tunisienne en a assez de souffrir du laxisme et de la complaisance des autorités devant la violence des groupes salafistes, sous le vocable de « Ligues de protection de la Révolution », à l'encontre des militants politiques, syndicaux, des femmes, des journalistes. Les Tunisiens souffrent d'un pouvoir qui renvoie en permanence aux calendes grecques l'écriture d'une Constitution, faute de pouvoir en imposer son contenu islamique. Le peuple tunisien souffre de l'absence de réponses économiques aptes à répondre aux urgences sociales en matière d'emploi, de développement... Au contraire, Ennahda emboîte le pas dans ceux de Ben Ali, enfant chéri du FMI et de l'UE, qui, hier comme aujourd'hui, font la pluie et le beau temps des politiques libérales, au détriment du patrimoine public et des attentes de la population. Enfin, si Ennahda fonde sa légitimité sur les résultats des élections à l'Assemblée nationale constituante, il ne doit son succès qu'à un Tunisien sur 5 ! Les manifestants, qui demandent son départ et exigent de nouvelles élections, sont quelque peu fondés à pouvoir le faire.

C'est un vaste chantier de transformation qui s'ouvre pour les démocrates tunisiens et les forces politiques de gauche. La recombinaison actuelle au sein de ces formations, qui a donné naissance au Front populaire, est une bonne nouvelle pour le peuple tunisien. Une alternative progressiste peut voir le jour. D'autres formations naissent sur l'échiquier politique du centre gauche et droit du Parti républicain (Al-Jomhourî), la Voie démocratique et sociale (Al Massar) jusqu'à « l'Appel pour la Tunisie » (Nida Tounès), classe droite libérale.

Oui, la Tunisie a les moyens de s'engager dans une transition démocratique et sociale réussie. C'est tout l'enjeu de la période actuelle, en lui apportant tout notre soutien et notre solidarité communiste.

Patrick Margaté

collaborateur *Monde arabe des Relations internationales*

le billet de Gérard Streiff

on a brûlé l'olivier de Platon !

Il y avait à Athènes un arbre fameux sous lequel Platon enseignait la philosophie à ses disciples au IV^{ème} siècle avant Jésus-Christ.

En 1975, un accident de circulation avait eu raison de l'olivier millénaire. Mais restait un tronc, et des rejets.

Or cet hiver, particulièrement rigoureux, des habitants du coin, paupérisés (la consommation de fioul a baissé de 75%), ont découpé l'arbuste pour se chauffer !

Comme l'écrit Alexia Kéfalas d'Athènes : « Au moment où les experts internationaux commencent à douter de l'efficacité du programme de rigueur infligé à la Grèce depuis quatre ans, une question se pose : si même l'arbre de Platon ne peut survivre à cette crise,

6 que restera-t-il de la Grèce quand elle sera finie ? »

8^e SEMAINE ANTI-COLONIALE succès de la soirée inaugurale

La 8^e Semaine anti-coloniale inaugurée, sous une coupole Oscar Niemeyer pleine, était placée cette année sous le signe de la dénonciation du crime politique, en hommage aux trois progressistes kurdes assassinés.

La projection du film *Ez Kurdim* et la dénonciation de l'accord de coopération policière avec la Turquie en a été un temps fort, au moment où les négociations reprennent entre le gouvernement turc, le PKK et les dirigeants du BDP, pour trouver une issue politique au conflit kurde en Turquie.

Lydia Samarbakshsh, responsable aux *Relations internationales* du PCF a accueilli l'événement.

Cher président Henri Pouillot,
Chers amis du réseau *Sortir du colonialisme*,
Chers camarades,

Nous sommes heureux de vous souhaiter, au nom de Pierre Laurent, notre secrétaire national, et au nom du Parti communiste français, la bienvenue ici dans notre siège pour le lancement de la 8^e édition de la Semaine anti-coloniale – inauguration accueillie dans ces murs pour la troisième fois consécutive, je crois, et c'est pour nous chaque fois un honneur.

Les événements qui composent la Semaine anti-coloniale, soutenue par des partenaires et des parrains maintenant de plus en plus nombreux, parmi lesquels le journal *l'Humanité*, témoignent de l'actualité du combat émancipateur pour sortir du colonialisme.

Cette soirée inaugurale vous donnera, nous l'espérons, un avant-goût de la riche programmation de la Semaine dont Patrick Farbiaz, l'un de ses coordinateurs, vous parlera dans un instant.

Année après année, notre action militante commune a fait de cette Semaine, un événement politique et citoyen majeur qui souligne combien la France, en République, est un peuple de partage, un peuple de solidarité internationale et de coopération entre les peuples.

Elle n'est pas l'arrogance et le cynisme. Elle n'est pas le chantre de la domination et de l'exploitation que certaines cliques ont voulu faire d'elle.

Ces cliques ont les idées fixes. Et le transfert, en novembre dernier, des cendres du général Bigeard, au mémorial des Guerres d'Indochine à Fréjus, en présence de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, en a été une nouvelle démonstration.

Ce transfert, avec les honneurs de l'État, est une injure à notre peuple, et aux peuples algérien et vietnamien. Bigeard et ses hommes furent de ceux qui semèrent la terreur, la mort, l'humiliation et la désolation en usurpant le nom de la France.

Ses ardents défenseurs peuvent toujours se draper de ses actes de Résistance, comme hier ceux de Pétain évoquaient le « héros » de 1914-1918, il n'en reste pas moins que ce transfert est un acte qui double l'offense avec l'injure.

Sans la mobilisation citoyenne, animée en particulier par Alain Ruscio, le projet du président Sarkozy de déposer les cendres de Bigeard aux Invalides aurait abouti. La mobilisation l'a fait échouer et les Invalides ont été abandonnées pour Fréjus. Mais cela n'en fait pas pour autant un acte plus acceptable.

J'ajoute que quand ce genre d'initiatives se déroule au moment où la France se distingue malheureusement par le traitement inadmissible qu'elle réserve aux Roms sur son territoire, cela nous remplit encore plus de révolte.

De très nombreuses associations comme la LDH, le MRAP, RESF et d'autres encore, des militants syndicaux, des militants politiques sont mobilisés partout en France pour organiser la solidarité active en faveur des populations Roms dont la vie est quelque fois en danger ainsi que le rappelle le récent rapport de Michel Billout, sénateur, un rapport que nous allons faire connaître dans le pays dans notre bataille pour mettre un terme à cette situation.

L'esprit colonial a la peau dure, oui. Et le colonialisme n'est effectivement pas encore un chapitre d'un livre d'histoire. C'est au quotidien la lutte du peuple palestinien, du peuple sahraoui, du peuple comorien ou encore du peuple kurde pour leur souveraineté.

Un pas décisif a été franchi le 29 novembre 2012 avec l'admission de l'État de Palestine comme « État observateur non membre » à l'ONU à une majorité de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions. À présent, c'est tout le processus de paix qui doit reprendre, c'est le dialogue et la négociation sur la base de l'application des résolutions de l'ONU qui doivent reprendre sans plus tarder. La libération des prisonniers politiques, l'arrêt de la colonisation sont à l'ordre du jour.

Ce sera peut-être encore long mais c'est le seul chemin possible pour la paix, deux peuples-deux États, vivant dans la coopération et la solidarité. Nous y mettrons, tous, toutes nos forces.

Hier l'intervention de la France en Côte d'Ivoire, puis celle de l'OTAN en Libye dernièrement font en revanche peser de lourdes menaces sur les peuples d'Afrique de l'Ouest parmi lesquels le peuple sahraoui.

8e Semaine anti-coloniale

Aujourd'hui, l'intervention française au Mali suscite notre inquiétude. C'est la déstabilisation du Mali, dans laquelle les pratiques néo-coloniales et les politiques d'ajustement structurelles du FMI ont une large part de responsabilité, et l'inaction internationale devant la dégradation de la situation, qui ont conduit à cette intervention devant l'avancée des groupes armés djihadistes sur la capitale, Bamako.

Elle ne permettra pas de stabiliser la situation régionale ni de résoudre les problèmes de reconstruction et de développement du Mali. C'est à cette exigence des Maliennes et des Maliens, au pays et ici en France, qu'il faut répondre – l'action de coopération ne peut plus attendre. Combien de Maliens, diplômés, formés, viennent en France pour y vivre dans la précarité ?

Pour reconstruire le Mali, la France doit engager un véritable plan de coopération dont les Maliens soient maîtres et qui leur permette de reconstruire le pays et de restaurer l'intégrité de son territoire et sa pleine souveraineté.

Les municipalités et élus communistes engagés dans la coopération avec le Mali mènent, je veux le souligner, ce travail depuis des années souvent bien seuls. L'État doit maintenant résolument les appuyer dans leur action. Nous écouterons avec beaucoup d'intérêt notre ami Issa Ndiaye qui va nous informer des derniers événements.

Nous devons avoir le même engagement pour le peuple tunisien. Le meurtre de notre ami, Chokri Belaïd, montre combien le mouvement démocratique tunisien demeure menacé par des individus prêts à tout et combien la solidarité avec son combat, porté – je veux le souligner par les femmes – demeure une exigence constante.

La France a de grandes responsabilités mondiales pour changer les relations internationales, les fonder sur le respect mutuel et les principes de coopération et de solidarité.

Et nous savons que la gauche peut et doit mener en matière de politique internationale une politique courageuse et novatrice, qui extraie les relations internationales, et le sort des nations, des griffes des puissances de l'argent et de leur logique de guerre, de spoliation, d'humiliation, de domination et d'exploitation.

Voilà aussi pourquoi l'assassinat, pour ne pas dire la froide exécution, sur notre sol, dans notre capitale, de notre camarade tamoul Paruthi, puis trois mois plus tard, dans un autre contexte, de trois responsables politiques kurdes, parmi lesquelles Rojbyn que nous tous ici nous connaissions bien et qui était ici même avec nous il y a un an, voilà pourquoi leur assassinat a été un choc pour tous les Français.

Il nous est insupportable d'admettre que de tels actes puissent être perpétrés sur notre territoire. Nous vou-

lons la vérité, et plus que tout, nous voulons contribuer à sortir de l'ombre le sort des peuples qui luttent pour leurs droits et leur dignité.

C'est le sens de notre engagement et de notre solidarité avec le peuple kurde et sa lutte pour la reconnaissance culturelle et politique. C'est pourquoi nous avons choisi de projeter ce soir le film *Ez Kurdim*, qui a commencé à être diffusé dans plusieurs villes à l'initiative d'élus, d'associations, de festivals, sous l'impulsion des camarades du réseau PCF Kurdistan.

Nous le faisons ce soir dans un moment particulier. Il se tient actuellement le procès de 18 militants kurdes, victimes de l'accord de coopération policière France/Turquie anti-kurde dont nous exigeons l'annulation. Et, aujourd'hui même en Turquie, était rendu le verdict du procès de Sevil Sevimli. [5 ans et 2 mois de prison ferme – autorisation de sortie de territoire à condition de 5 000 euros de caution/interjète appel – première victoire : son retour – responsabilité de la France]

Je veux saluer fraternellement la présence parmi nous de Maître Bénéwendé Sankara, avocat de la famille Sankara. C'est pour nous un grand honneur. Nous l'entendrons dans quelques instants, parler de l'initiative prise par André Chassaigne, président de notre groupe à l'Assemblée nationale, avec d'autres députés comme Noël Mamère, pour obtenir une commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les circonstances exactes de la mort du président Sankara. La France doit la vérité au peuple et à la jeunesse du Burkina Faso. Et nous irons jusqu'au bout pour l'obtenir. Nous avons cette même volonté politique concernant le Cameroun.

Je veux achever mon propos en mettant l'accent sur un autre engagement qui nous est commun et qui nous rassemble : celui de la mobilisation pour le droit de vote des résidents étrangers en France.

C'est une promesse remise à plus tard depuis trente ans. Pour nous, il ne peut y avoir de différence de traitement entre un étranger ressortissant d'un pays de l'UE et un étranger ressortissant « extra-européen ». Continuer de faire la distinction, c'est précisément et en vérité faire perdurer l'esprit colonial. Pour nous, pour la majorité de nos concitoyens, ce droit de vote est un dû aux millions d'étrangers venus travailler dans notre pays, qui ont cotisé, payé leurs impôts, mis leurs enfants – français – à l'école de la République. Une pétition pour obtenir que le projet de loi du gouvernement, une promesse du candidat Hollande, soit soumis avant la fin de l'année au Parlement pour y être adopté par la majorité de gauche est en ligne, faites-la connaître, et mes amis, nous gagnerons cette fois !

Merci, bonne soirée à tous et bonne Semaine anti-coloniale !

Discours de clôture par Nils Andersson
international.pcf.fr/36803



36^{ème} CONGRÈS DU PCF - SAMEDI 9 FÉVRIER 2013
intervention de Pierre Laurent

Chers camarades,

Nous avons voulu ce salut aux Européens et ce moment de solidarité car, nous en avons tous conscience, les destins des peuples européens sont intimement liés, et nos combats en France le sont donc à ceux que nous menons en Europe.

Le PCF, le Front de gauche, le Parti de la gauche européenne, que j'ai l'honneur de présider au nom du PCF depuis 2010, toutes les forces communistes et progressistes qui, dans leur diversité, sont résolument engagés avec leurs peuples dans l'affrontement qui les oppose à la finance et au grand patronat, nous tous avons une responsabilité historique.

Dans cet esprit, je souhaite saluer chaleureusement les 25 délégations venues de 17 pays européens qui nous font l'honneur de leur présence. Je veux leur dire la détermination du PCF à renforcer nos diverses coopérations et à contribuer au développement d'espaces de convergences et d'actions, dont le rôle est crucial face à la plus grande crise qu'ait connue l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

La construction européenne, dans son mode ultralibéral, est aujourd'hui une machine extrêmement sophistiquée au service des milieux financiers et patronaux, et largement dominée par les intérêts des classes dirigeantes des pays les plus puissants, au premier rang desquels : l'Allemagne.

La crise bancaire et financière a fait éclater au grand jour cet état de domination.

Tous les dispositifs dits « de sauvetage » ont été conçus pour sauver les banques et les marchés financiers. Ils laissent des pays entiers comme la Grèce, socialement et économiquement dévastés, asphyxiés par le niveau et les échéances des dettes, des crises politiques graves qui mettent la démocratie en danger.

Devant la récession et l'aggravation de la crise, au lieu de changer de cap, les forces du « consensus libéral » organisent la fuite en avant vers un fédéralisme centralisateur et autoritaire, seul capable à leurs yeux d'imposer l'austérité à des peuples qui la rejettent de plus en plus explicitement.

Comme le montre le piteux accord adopté hier, ce budget en repli qui, pour la première fois, attaque les maigres dispositifs de solidarité existants, leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne.

Les peuples souffrent et sont écartés des décisions qui déterminent leur quotidien et leur avenir. Cela alimente une grande défiance, qui rejaillit sur l'idée même

d'union, sur l'idée d'une Europe solidaire. C'est compréhensible mais c'est aussi très inquiétant, car cela fait resurgir les replis nationalistes ou régionalistes, et prospérer de dangereux populismes racistes et xénophobes, comme on le voit dans plusieurs pays européens.

Oui notre responsabilité est grande. Sans alternative de progrès, sans l'émergence d'une vision radicalement nouvelle d'une Europe qui unisse les peuples – solidaire, coopérative, démocratique, dotée de moyens pour s'émanciper des marchés financiers, décidée à agir pour changer les règles imposées par le capitalisme mondialisé – tout est possible. Le pire n'est pas à exclure.

C'est pourquoi nous opposons à ce risque l'ambition d'un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur la solidarité, et lance en grand, au cœur de nos sociétés, le débat sur les transformations nécessaires et les grands axes de la construction nouvelle, adaptée à ce projet. Pour ce faire, il y a une condition impérative que nous seuls pouvons remplir : que toutes les forces de progrès qui, en Europe, aspirent à ce changement, joignent leurs efforts, de manière concrète, permanente et systématique.

Pour contrecarrer les stratégies de division qui visent la régression des droits de tous, la coopération que nous saurons entretenir entre forces progressistes pour révéler la réalité des situations nationales, les convergences de nos propositions et nos actions communes, seront déterminants. Par exemple, quand le gouvernement Ayrault conclue un accord avec Mittal pour éviter la nationalisation d'Arcelor, tous les sidérurgistes de Belgique et du Luxembourg sont aussi concernés. Arcelor-Mittal a commencé par fermer les hauts-fourneaux en octobre 2011, annonçant en contrepartie 138 millions d'euros d'investissements dans la filière de transformation de l'acier. Au moment même où il faisait des promesses pour le site de Florange, il annonçait 1300 licenciements à Liège.

Oui, la nationalisation de ce secteur stratégique est vitale ; et il faut l'articuler à une coopération européenne pour la sidérurgie, alliant emploi et transition écologique. C'est ce que les sidérurgistes sont allés dire à Strasbourg, malheureusement en étant réprimés violemment.

Quand, pour imposer la flexibilité du travail en France, le gouvernement évoque le « modèle allemand », il faut rappeler que les lois Hartz ont plongé des centaines de milliers de salariés allemands dans la précarité.



intervention de Pierre Laurent au 36e Congrès

C'est pour cela que le 21 janvier dernier, lors d'une initiative à Berlin, nous avons décidé avec les camarades de Die Linke d'organiser une rencontre à Paris pour dénoncer ces mesures et exiger ensemble une harmonisation par le haut des salaires et des droits en Europe, afin de contrer le dumping social et la concurrence entre les travailleurs.

Quand on voit que l'italien Mario Monti, le non élu, le technocrate, devient le modèle de l'Europe « post-démocratique », nous devons ensemble affirmer que le respect de la souveraineté de chaque Parlement national et de la souveraineté populaire en général, n'est pas négociable. Nous ne pouvons laisser fouler au pied la démocratie en Europe.

Quand les dirigeants européens se glorifient de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE, rappelons-leur, avec nos camarades chypriotes d'AKEL, que la Turquie occupe militairement depuis 1974 le nord de l'île de Chypre, un pays de l'UE, et qu'une authentique volonté de paix appelle des initiatives européennes concrètes pour débloquer la situation.

L'Europe est à un tournant de son histoire. Le jeu est ouvert. C'est le moment ou jamais de faire vivre cette vision nouvelle de la construction européenne.

Il y a aujourd'hui, bien au delà de l'influence électorale de chacun de nos partis, des dizaines de millions de personnes, des forces politiques, syndicales, des mouvements sociaux, des citoyens, des salariés, des jeunes, des élus, des intellectuels, des syndicalistes, des militants associatifs, des artistes, des écologistes qui contestent non seulement les choix de droite, mais ne croient pas non plus au discours social-libéral. Ceux-là doivent trouver des réponses à leurs attentes et des possibilités d'intervenir dans le débat politique.

Ils et elles sont de plus en plus nombreux à lutter. Qui, il y a quelques années, aurait pu prédire le mouvement des indignés en Espagne, les grèves générales répétées en Grèce, en Espagne, au Portugal, la grève générale coordonnée du 14 novembre dans 6 pays, et ce même jour, les grèves et les manifestations interprofessionnelles dans 23 pays ?

Face au traité budgétaire, apprécions le positionnement tranché de la CES, et en France, la mobilisation de 80 000 personnes, 4 mois à peine après l'élection de François Hollande. Mesurons les progressions significatives des forces de la gauche d'alternative dans de nombreux pays, y compris le nôtre, et parfois fulgurantes comme en Grèce avec Syriza.

Puisons dans ces avancées la motivation nécessaire au lancement d'une dynamique nouvelle. C'est l'invitation que veut lancer aujourd'hui le PCF à tous nos camarades européens.

Nous devrions ensemble multiplier les initiatives, construire les modalités et les espaces qui conviendront le mieux à tous. Les cadres de coopérations et les échéances ne manqueront pas et je veux ici en évoquer quelques uns.

Le Front de gauche a lancé sa campagne « l'alternative à l'austérité, c'est possible », afin de mobiliser pour obtenir les changements voulus par les Français. Nous voulons donner à voir la dimension européenne de ce combat.

Le PCF va proposer à tous ses partenaires du Front de gauche de tenir en avril un grand meeting européen, en y valorisant les représentants politiques des partis de la gauche européenne. Pourquoi ne pas le tenir à Marseille, ville du sud tournée vers la méditerranée et aujourd'hui capitale européenne de la culture ; cette ville où nous avons su mobiliser si bien au printemps dernier, lors de la campagne du Front de gauche ?

Nous avons tous besoin de cette solidarité politique. Nous apporterons notre soutien actif dans chaque campagne qui aura lieu dans d'autres pays européens. Je pense en particulier à Chypre dans quelques jours, et à l'Italie ce mois-ci, où nos camarades de Refondation communiste et du Parti des communistes italiens sont pleinement engagés dans la campagne législative et où Jean-Luc Mélenchon s'est rendu le 1er février pour apporter le soutien du Front de gauche. Je pense aussi aux élections allemandes à l'automne 2013, qui seront déterminantes pour l'ensemble des peuples européens.

Autre rendez-vous à retenir : 7 au 9 juin se tiendra à Athènes une initiative inédite, un « altersummit » qui réunira un éventail très large de forces sociales et syndicales, processus de construction nouveau que le PGE – dans son rôle – a soutenu depuis le début. Cet événement peut et doit être un moment marquant pour donner une visibilité à toutes ces voix qui s'élèvent et se rassemblent pour une alternative européenne. Nous avons beaucoup à y apporter et nous devons le préparer activement en France, avec les forces qui sont prêtes à s'y joindre.

2013 sera également une année importante pour le Parti de la gauche européenne, que je préside depuis décembre 2010 et qui tiendra son congrès à Madrid du 13 au 15 décembre prochain.

Cette jeune organisation, qui travaille dans le respect des différences de cultures politiques tout en poussant les rapprochements et les actions communes, a parcouru beaucoup de chemin. Nous avons voulu franchir une étape et beaucoup de choses se sont passées.

Le succès de ces initiatives, par exemple l'organisation en mars dernier d'un « sommet alternatif » réunissant



intervention de Pierre Laurent au 36e Congrès

pendant 2 jours plus de 200 représentants syndicaux, de mouvements sociaux, d'associations culturelles et de partis politiques à Bruxelles, ou encore l'affluence en juillet à son université d'été à Volos, en Grèce, ont fini de me convaincre de la nécessité d'une part, de continuer le travail engagé au sein du PGE lui-même – et nous aurons ensemble à préparer son congrès – et d'autre part, d'ouvrir des espaces encore plus larges et plus souples, permettant d'associer d'autres forces à la construction de l'alternative.

Nous parlons de l'idée d'un « front européen » et le PGE débattira à son congrès de l'organisation d'un « forum européen annuel des alternatives ».

Nous avons besoin de ces espaces de travail, ouverts, qui peuvent nous permettre de dépasser les limites sur lesquelles nous butons et qui sont aujourd'hui un obstacle au développement d'une alternative concrète.

Ce que nous proposons, c'est d'ouvrir un travail en commun avec les organisations sociales et syndicales – qui n'ont pas vocation à intégrer un parti européen – et avec les partis communistes et de la Gauche verte nordique qui ne souhaitent pas à ce jour, devenir membres du PGE.

Cela permettrait à la fois le respect de leurs choix souverains et l'ouverture d'un espace de travail en commun, comme nous avons su le faire, par exemple, au moment de la fondation de la GUE-NGL. Et nous savons le rôle qu'a pu jouer Francis Wurtz dans cette construction.

Le PCF veut travailler avec tout le monde. Il continuera à participer aux réunions internationales des partis communistes et ouvriers et à coopérer avec toutes les forces qui sont avec nous dans la recherche de coopérations efficaces. C'est l'originalité de notre démarche de rassemblement.

Dans notre recherche pour des solutions à la crise globale, nous voulons poursuivre et approfondir notre travail avec les forces progressistes des autres régions du monde. Avec l'Amérique latine : nous continuerons de participer au Foro de São Paulo et poursuivrons le travail engagé avec son secrétariat en Europe. Une première conférence s'est tenue à l'automne avec des forces de gauche de la Méditerranée. Et bien sur, nous voulons renforcer les liens avec les forces progressistes de l'Afrique.

Au-delà de la question de l'union des forces organisées, il faudra des initiatives favorisant le travail militant de terrain et l'implication populaire. C'était l'idée de l'initiative citoyenne européenne que nous portons : recueillir un million de signatures pour la création

d'une banque publique européenne, exclusivement dédiée au financement du développement social et de la transition écologique. Trop gênante, l'initiative a été tuée dans l'œuf par la commission européenne qui a refusé de l'enregistrer. Il faut cependant persévérer. Le PGE mettra en débat à son congrès le principe de l'organisation chaque année d'au moins une campagne menée de concert dans les différents pays européens. Enfin, viendront les élections européennes de 2014. Nous devons y accorder beaucoup d'importance et en faire une grande bataille populaire.

Ce sera un moment de politisation des enjeux européens, et il faudra veiller à ce que cela ne se résume pas à un débat médiatique sur le nom de la personne qui présidera la commission européenne, comme c'est déjà le cas dans les cercles européens.

Nous devons ensemble éviter le piège du débat réducteur entre l'Europe telle qu'elle est, ou la « sortie de l'Euro ou de l'UE » pour faire progresser notre idée de refonder l'Europe.

Il y a aujourd'hui une discussion sur la possibilité de revenir à des listes nationales en France. Nous y sommes favorables.

Il faudra discuter la composition actuelle du Parlement européen et convaincre de la nécessité d'y porter une autre voix. Nos députés Patrick Le Hyaric, Jacky Hénin, Marie-Christine Vergiat, Jean-Luc Mélenchon et Younous Omarjee y œuvrent chaque jour. Et je pense que les conditions sont réunies dans plusieurs pays européens pour un renforcement conséquent de notre groupe parlementaire.

Le PGE élaborera une plate-forme programmatique. Nous voulons travailler avec toutes les forces du groupe GUE-NGL. Notre objectif est clairement son renforcement et son élargissement.

Ce groupe, c'est un patrimoine commun auquel il faut veiller comme à la prunelle de nos yeux. C'est le seul capable de porter une alternative au Parlement européen dans ses propositions comme dans ses pratiques.

Il faudra tout faire pour le renforcer et préserver son originalité : son ambition de rassemblement large et son caractère confédéral. Le PCF s'engage à maintenir et valoriser cela, à œuvrer pour que chaque culture politique y soit respectée et que le travail collectif permette la visibilité des propositions et actions communes.

Soyons à l'image de l'Europe que nous voulons : unis, au service des peuples, ouverts et respectueux des choix souverains !

36^{ème} CONGRÈS DU PCF**intervention de Reiner Braun, co-président (allemand)
du Réseau international *Non à l'OTAN-Non à la Guerre***

Chers camarades,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir et un grand honneur pour moi de m'exprimer ici, devant le Parti communiste français, dont l'action passée et actuelle démontre la relation étroite qu'il entretient avec ceux qui, dans le monde, se battent pour la paix.

Nous étions peu nombreux en Allemagne lorsque vous étiez nombreux en France, à vouloir la fin de la meurtrière guerre d'Algérie. Nous nous sommes battus ensemble pour la paix et la liberté au Vietnam. Ensemble, nous avons mobilisé notre attention sur la nécessité d'agir contre la terreur nucléaire qui caractérisait la guerre froide. La destruction éventuelle de toute l'humanité était consciemment envisagée à l'époque. Les noms de Jean Jaurès, Romain Rolland, Irène et Frédéric Joliot-Curie incarnent le désir inextinguible de paix, auquel le PCF est le seul à adhérer complètement.

La paix demeure le plus grand défi posé à l'humanité ! Chaque année, 1,7 million de dollars sont dépensés en acquisitions d'armes, environ 900 millions d'habitants de la planète souffrent de la faim ; chaque jour, la faim tue plus de 6000 enfants de moins de 5 ans ; 2 milliards d'êtres humains sont privés de tous soins médicaux et vivent sans aucune condition d'hygiène ; les écoles sont insuffisantes en nombre ; les budgets sont réduits dans tous les domaines, sauf dans le domaine militaire.

Au niveau mondial, 1,7 milliard sont consacrés au secteur militaire, dont plus de 70% au sein de l'OTAN. C'est moralement, éthiquement, scandaleux et qui-conque défend les idéaux de la Révolution française et les principes de justice ne peut que rejeter un tel scandale.

Indignez-vous, tel est le titre légitime et évocateur de la brochure de Stéphane Hessel. Agissons donc dans ce sens !

Désarmer à grande échelle, tel est le défi posé au 21^{ème} siècle ! La justice sociale ne peut s'étendre à toute la planète en l'absence de désarmement, car le désarmement est une des conditions du progrès social et celui qui fera cesser le militarisme.

Le militarisme, face grotesque marquée par la guerre, la destruction, la souffrance et le règne de l'autoritarisme, expose sa laideur un peu partout. On en constate la présence en Europe, dans le Traité de Lisbonne établissant comme principe la militarisation.

Et dans votre pays comme dans le mien, on voit le militarisme pénétrer tous les secteurs de la société, en particulier la science, l'école et l'opinion publique.

Mais les guerres d'intervention menées en raison d'intérêts liés à des ressources naturelles et dans le but de faire du profit sont la pire des gangrènes.

Disons les choses simplement : les causes de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « *des guerres asymétriques* » sont à rechercher chez nous, dans le « premier monde », comme on l'appelle. Elles ont pour nom colonialisme et néo-colonialisme, exploitation brutale de ressources limitées, dégradation des structures étatiques, stabilisation de régimes autoritaires, présence de dirigeants appliquant la loi du « *diviser pour régner* » et réchauffement climatique, provoqué par nous d'ailleurs. Le Mali en est le plus récent exemple, mais certainement pas le dernier.

Notre engagement n'a donc pas changé, nous disons NON aux guerres d'Afghanistan, du Mali et d'ailleurs, car nous ne nous résignerons jamais à l'injustice.

Les 4 lettres du mot OTAN sont synonymes de militarisme. L'OTAN est la plus grande alliance militaire au monde, le fer de lance agressif qui défend les moyens donnés à l'impérialisme et les profits qui attisent l'intérêt. L'OTAN est un dinosaure, une relique de la guerre froide. À la fin de cette époque de la guerre froide, des dizaines de milliers de bureaucrates militaires ont dû chercher à s'occuper et ce sont les gouvernements qui les ont engagés : il n'était plus question d'une quelconque prétendue défense du « *monde libre à l'Ouest* » contre le communisme, mais bien désormais de défendre les ressources mondiales et les routes permettant de les transporter. Tout cela dans l'intérêt de qui ? La réponse se trouve dans la question.

Dépasser l'OTAN, tel est le défi posé au XXI^{ème} siècle, notamment si l'on tient compte des changements structurels et émancipateurs qui se produisent en ce moment dans le monde.

La guerre ne résout rien ! Elle ne fait qu'aggraver les problèmes existants et en créer d'autres. La guerre ne garantit pas les droits humains, qui ne peuvent être garantis qu'en s'opposant à la guerre et l'interventionnisme.

Nous ne succomberons jamais à la propagande dominante, selon laquelle il n'y a aucune alternative aux interventions militaires, souvent baptisées « *interventions humanitaires* », qualificatif malhonnête et méprisable.

intervention de Reiner Braun au 36ème Congrès

Si les interventions militaires sont une réalité, la prévention des crises, la gestion des conflits civils, la médiation, la négociation et les stratégies destinées à résoudre pacifiquement les conflits, aucune de ces tâches, accomplies un peu partout, n'est simple. Leur accomplissement prend, certes, plus de temps, mais leurs résultats sont durables et justes, elles ne renforcent pas les systèmes exploitateurs ou les dépendances coloniales. Leur effet consiste à renforcer la démocratie, les droits humains et l'auto-détermination.

Nous sommes face à une logique simple : d'abord, les gouvernements et les entreprises travaillant pour la défense fournissent des armes (en faisant des profits au passage), puis les soldats sont envoyés sur place pour les reprendre. Les morts et les destructions se multiplient, ouvrant de nouvelles perspectives de profit.

Nous ne ferons jamais la paix au moyen de la guerre ! C'est pourquoi le Mouvement de la paix a existé et existe toujours, qui fait parfois descendre des millions de personnes dans la rue, et d'autres fois à peine quelques centaines. Nous sommes la force morale de l'humanité, la force qui façonne un avenir juste.

Je vous félicite pour votre engagement global en faveur de la paix. Mais, confrontés aux nouveaux projets de division du monde depuis le début du XXI^{ème} siècle, nous devons davantage définir et concentrer nos efforts, des deux côtés du Rhin mais aussi dans le monde entier.

Je pense que l'année 2014, arrivant 100 ans après le plus abominable massacre de couches populaires au profit de couches n'ayant rien de populaire, est une excellente occasion de préciser ce qu'a écrit le *New York Times* : « depuis le 15 février 2003, le Mouvement de la paix est une super puissance ». Nous avons la possibilité de parvenir à cela.

Nous avons besoin de la paix pour atteindre le développement et la justice, mais nous avons aussi besoin de la paix pour défendre l'environnement, pas seulement parce que nous avons la capacité de détruire plusieurs fois notre planète bleue avec les armes nucléaires existantes. L'environnement est détruit par les armes, des centaines de milliers de kilomètres sont

occupés par les militaires, les bombes à l'uranium appauvri et autres mines antipersonnel interdisent le travail de la terre et mutilent les enfants. Les armées sont un peu des « tueuses climatiques mondiales ».

Donc, pour le bien de la terre, désarmons et mettons un terme au militarisme !

L'émancipation n'est possible qu'en temps de paix ; les femmes sont les principales victimes de multiples formes de souffrances. Elles ont souvent montré leur grand courage dans leur combat pour la paix en Afghanistan, au sein du bataillon des femmes pour la paix au Liberia, ou au cours des actions de désobéissance civile menées aux États-Unis.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

L'opposition mise en œuvre par la résistance a servi d'exemple aux centaines de milliers de jeunes allemands qui, dans les années 60, se sont efforcés de comprendre pourquoi leurs parents avaient participé au système fasciste. Ils ont appris que quelques Allemands avaient tout de même combattu dans les rangs de la résistance et en étaient fiers. L'Allemagne est à nouveau en guerre aujourd'hui, mais la grande majorité de la population est opposée à un tel engagement militaire. C'est là un sujet de fierté particulière pour nous qui sommes membres du mouvement de la paix allemand, surtout si nous repensons à notre histoire.

Nous souhaiterions que les deux plus grandes nations au centre de l'Europe ne génèrent que de la paix pour l'Europe et le monde. Comme l'a dit Willy Brandt, lauréat du Prix Nobel : la paix ouvre aussi la voie à la justice et permet d'éloigner la misère et la faim.

Coopérons donc davantage les uns avec les autres, renforçons partout dans le monde nos liens avec tous ceux qui veulent la paix. Car, selon les paroles du chant qui nous unit tous : l'internationalisme est le combat du genre humain. Et le premier droit humain, c'est la paix.

Merci beaucoup.

traduction de Claire Seleskovitch

Le **Congrès du Parti communiste français** qui s'est tenu du 7 au 10 février aux Docks d'Aubervilliers, a constitué un moment important de rencontres et de travail sur l'international. Un temps fort de l'internationalisme. Plus de **100 délégations** et **130 délégués** du monde entier sont venus assister à nos travaux et y participer activement.

De nombreuses réunions bilatérales ont pu se tenir tout au long de ces 4 jours. Un moment privilégié d'échange de **Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, avec toutes les délégations internationales sur le sens de notre Congrès, les batailles nationales et européennes, le Front de gauche, s'est déroulé** durant le Congrès. Plusieurs **prises de paroles** devant l'ensemble des congressistes et invités ont jalonné le Congrès : **Haël Al Fahoum**, ambassadeur de Palestine ; **Sélahattin Dermatas**, co-président du BDP ; **Valter Pomar**, secrétaire exécutif du Forum de São Paulo ; **Karima Hefnawy**, secrétaire nationale du Parti socialiste d'Égypte ; **Issa Ndiaye**, universitaire et représentant de la COPAM ; **Reiner Braun**, co-président du réseau international *Non à l'OTAN-Non à la guerre*.

Un moment spécifique sur l'Europe, **les enjeux européens et les batailles menées au niveau du PGE**, s'est tenu devant l'ensemble des congressistes et invités, donnant la parole à **Pierre Laurent, président** et à **Maité Mola, vice-présidente**.

Un **salut fraternel et solidaire du PCF, par la voix de Jacques Fath**, a été adressé publiquement à toutes les délégations présentes.

PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE : Marisa Matias, Margarita Muleva, Toni Barbara/**AFGHANISTAN** : Parti de la cohésion nationale; Razmjo Zuhhoor • Ayenda ; Abdullah Naïbi/**ALGÉRIE** : Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) ; Georges Perles • Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD); Yasmina Boudjira, Soad Baba-Aissa, Benhabib Fewzi • Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ; Rafik Hassani, Youcef Merrouche/**ALLEMAGNE** : Die Linke ; Oliver Schröder, Andreas Günther • Réseau *Non à l'OTAN-Non à la guerre* IALANA ; Reiner Braun • Parti communiste allemand (DKP) ; Bettina Jürgensen/**AUTRICHE**: Parti communiste autrichien (KPO) ; Waltraud Fritz-Krackl/**BAHRAIN** : Société pour l'Action nationale démocratique (WAAD) ; Sayed Radhi Mohsen Sharaf Husain, Almoosawi • Tribune démocratique progressiste ; Eman Hassan Showaier/**BELGIQUE** : Parti communiste ; Vladimir Caller • Parti du travail ; Raoul Hedebow/**BÉNIN** : Parti communiste ; Gilbert Kouessi, Eugénie Dossa-Queunum, Honoré Lokossa/**BOHÈME-MORAVIE** : Parti communiste ; J.Kohlicek/**BRÉSIL** : Forum de Sao Paulo • Parti du Travail ; Valter Pomar • Parti communiste ; Walter Sorrentino/**BURKINA FASO** : Union pour la renaissance/Parti sankariste (UNIR/PS) ; Maître Bénéwendé Sankara • Parti pour la démocratie et le socialisme-METBA ; Hama Arba Diallo/**BURUNDI** : Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) ; Léonard Nyangoma, Cyriaque Ndayitwaweke/**CAMEROUN** : Union des populations du Cameroun (UPC) ; Titti Dingong, Antonia Epanya/**CHINE** : Parti communiste ; Zhang Jianguo, Sun Zhaolong, Jin Xudong, Mme Ma Yuexi/**CHYPRE**: Parti progressiste des travailleurs (AKEL) ; Vera Polycarpou/**COLOMBIE** : Parti communiste ; Jaime Caycedo, Maria Cepeda/**COMORES** : Collectif des associations et amis des Comores ; Mustapha Abdou Raouf • Coordination des associations en lutte ; Mabadi Ahmedali, Saïd Ibrahim • Parti Djawabu Ya Komor ; Youssef Saïd Soihili/**CÔTE D'IVOIRE** : Front Populaire Ivoirien (FPI) ; Amani N'Guessan, Mme Hortense Ade Assale • Théophile Kouamouo, journaliste pan-africain/**CUBA** : Parti communiste ; Pedro Noël Carrillo Alfonso, Noslen Ocana/**DANEMARK** : Alliance rouge-verte ; Inger Johansen/**DJIBOUTI** : Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) ; Mohamed Kadhamy • Association pour la démocratie et le développement (ADD) ; Ahmed

Kassim Issé, Ahmed Kassim Ahmed/**ÉGYPTE** : Parti socialiste égyptien ; Mohamed Hassan Alsayed Khalil, Karima Mohamed Ali Hafnawy/**ÉQUATEUR** : Pedro Paez/ **ESPAGNE** : Gauche unie Parti communiste ; Maité Mola • Parti communiste ; Juan de Dios Villanueva, Ramon Santamaria • Euija Catalunya • Gauche unie alternative de Catalogne ; Joan Josep Nuet, Mireia Rovira/**GABON** : Mouvement *Ça suffit comme ça* ; Bruno Ondo/**GRANDE-BRETAGNE** : Parti communiste ; John Foster • Campagne pour le désarmement nucléaire ; Kate Hudson/**GRÈCE** : Syriza ; Theano Fotiouz/**HONDURAS** : Front national de la résistance populaire ; Daniel-René Vasquez, Antonio Manca/**INDE** : Parti communiste ; Azeez Pasha, R.Viswanathan, Dassaradan/**INDONÉSIE** : Institut national des études démocratiques ; Tatiana Lukman • Parti communiste-I lème Congrès ; Ibarruri Aïdit/**IRAK** : Parti communiste ; Raïd Fahmi ; Union patriotique du Kurdistan ; Barzan Faraj/**IRAN** : Association de défense des prisonniers politiques et d'opinion en Iran (ADPOI) ; Behrooz Farahany • Organisation des Fedayins du peuple d'Iran (majoritaires) ; Behruz Khaligh, Hassan Naderi • Ligue des femmes iraniennes ; Irène Ansari • Parti démocratique du Kurdistan d'Iran ; Khosrow Abdollahi • Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran ; Bernard Arefi • Parti Toudeh d'Iran ; Mohamad Chahin • Union des Fedayins du peuple d'Iran ; Raouf Kaabi, Ali Jalal/**IRLANDE** : Sinn Fein ; Sean Oliver/**ISRAËL** : Parti communiste ; Efraïm Davidi/**ITALIE** : Parti des communistes italiens (PDCL) ; Fausto Sorini, Lorenzo Battisti • Parti de la refondation communiste d'Italie (PRCI) ; Fabio Amato, Gianluca Schiavon/**JAPON** : Parti communiste ; Kimitoshi Morihara, Hiroshi Yonezawa, Nobuyuki Asada/**KOWEIT** : Mouvement progressiste/**KURDISTAN-IRAK** : Gouvernement régional ; Mme Khaman Zrar Asaad, Akil Marceau/**KURDISTAN/TURQUIE** : Parti pour la paix et la démocratie (BDP) ; Sélahattin Dermatas, Nazmi Gur, Eyyup Doru/**LAOS** : Parti populaire révolutionnaire lao ; Sisouk Philavong/**LIBAN** : Parti communiste ; Marie Debs/**LUXEMBOURG** : La Gauche ; Murray Smith/**MADAGASCAR** : Parti du Congrès de l'indépendance (AKFM) ; Jean Andriatsoavina/**MALI** : Convergence patriotique pour le Mali-COPAM-M22 ; Issa Ndiaye • Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI) ; Mohamed Diarra/**MAROC** : La Voie démocratique ; Mustapha Brahma, Saïd Sougty, Youssef Khatib • Mouvement du 20 février ; Hicham Belhassen • Parti de l'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS) ; Abderraman Ben Hida/**MAURITANIE** : Union des forces de progrès ; Lô Gourmo/**NÉPAL** : Parti communiste du Népal marxiste-léniniste unifié (PCN-MLU) ; Madhav Nepal, Ali Akhtar Mikrani/**NIGER** : Organisation pour la démocratie nouvelle (ORDN) ; Mamane Sani Adamou/**PALESTINE** : Haël Al Fahoum, Noha Rashmawi ; Parti du peuple palestinien (PPP) ; Assem Kurdi/**PÉROU** : Parti communiste du Pérou ; Rolando Ruben Brena Pantoja ; Parti communiste péruvien ; José Azparrent, représentant en France/**PORTUGAL** : Parti communiste ; Manuela Bernardino ; Bloc de gauche ; Luis Fazenda/**LA RÉUNION** : Parti communiste ; Fabrice Hoarau/ **RUSSIE** : Parti communiste de la Fédération de Russie ; Sergey Obukhov/**SAHARA OCCIDENTAL** : Front Polisario ; Omar Mansour/**SÉNÉGAL** : Parti de l'indépendance et du travail (PIT) ; Amath Dansokho, Maguette Thiam, Amath Camara, Mme Seynabou Gaye/**SOUDAN** : Parti communiste ; Mohammad Mokhtar, Hassan Al Khatib, Rashid Sid Ahmed El Sheik, Rachid Saeed/**SUÈDE** : Parti de gauche ; Christina Høj Larsen/**SUISSE** : Parti suisse du Travail ; Nathalie Mühlestein/**SYRIE** : Forum démocratique syrien ; Mohamed Maklouf, Souria-Houria, Mohamad Al Roumi, Ala Abdala, Lamis Zolhof/**TCHAD** : Union nationale démocratique (UND) ; Mahamat Zang-Nézouné/**TUNISIE** : Parti des travailleurs ; Adel Thabet/**UKRAINE** : Parti communiste ; Anatolii Sokoliuk, Oleksandr Zubchevskii, Viktoriia Georgiïevska/**VENEZUELA** : jeunesse (PSUV) ; Heryck Rangel/**VIETNAM** : Parti communiste ; Nguyen Van Thanh, Duong Chi Dzung, Bui the Giang, Nguyen Viet Ha, Bui Le Thai, Nguyen Huu Doan, Nguyen Hong Duong.

KURDISTAN DE TURQUIE

Intervention sur « Le processus de paix en Turquie » au Parlement européen de Marie-Christine Vergiat, députée Front de gauche du groupe GUE/GNV (6/02/2013).

Hommage du PCF durant les travaux de son 36ème congrès aux trois femmes kurdes assassinées à Paris. Chant très émouvant sur la douleur de l'exil de Mahabad Anter et intervention de Sélahattin Dermirtas, co-président du Parti pour la paix et la démocratie-BDP (8/02/2013).

Procès en France de 17 responsables kurdes, dans le cadre de la lutte dite « anti-terroriste » et dont les avocats ont démontré à quel point ces arrestations se faisaient en complicité avec la Turquie qui traque ses opposants, malgré des « dossiers vides ». Marie-Christine Vergiat, députée Front de gauche du groupe GUE/GNV, a comparu comme témoin. Les membres du réseau PCF/Kurdistan se sont relayés pour ne pas laisser nos camarades seuls. Verdict le 23 avril 2013 (procès tenu du 11 au 27 mars 2013 à Paris).

Intervention de Patrick Le Hyaric, député européen auprès de l'ambassadeur de Turquie en France, pour exiger le retour de Sévil Sévimli (13/02/2013).

Succès de l'inauguration au siège du PCF de la 8ème semaine anti-coloniale, qui a placé sa soirée sous le signe de l'hommage aux trois amies kurdes assassinées à Paris. Cette soirée, initiée par le collectif *Sortir du colonialisme* avec le concours du PCF, a été introduite par les interventions de Lydia Samarbakhsh, responsable des *Relations internationales* du PCF, Patrick Farbiaz, animateur de *Sortir du colonialisme*, Michèle Decaster de l'Aspaspa. Projection du film *Ez Kurdim* en présence des réalisateurs, de Nursel pour le Centre d'information du Kurdistan. Participation de nombreuses personnalités dont Marie-Christine Vergiat, députée européenne (15/2/2013).

Retour de Sévil à Lyon, après une campagne de solidarité de 9 mois, animée notamment par le Collectif de soutien à Sévil Sévimli, le PCF et l'UEC. Sévil a pu revenir en France mais risque encore 5 ans de prison. Le PCF demande son acquittement. Lydia Samarbakhsh, responsable des *Relations internationales* du PCF et Danièle Lebaill, secrétaire fédérale du Rhône, ont pu l'accueillir à l'aéroport (20/2/2013).

30ème anniversaire de l'Institut kurde de Paris. Colloque à l'Assemblée nationale. Participation de Pascal Torre, Estelle Le Joncour et Sylvie Jan pour le PCF. Nicolas Bertrand pour le film *Ez Kurdim* (23/2/2013).

Intervention du sénateur Michel Billout, membre de l'assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe), qui a dénoncé la répression qui s'aggrave chaque jour en Turquie et a demandé que l'OSCE « se saisisse de la question kurde » (23/02/2013).

Rencontre des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale pour exiger l'annulation de l'accord de coopération policière France-Turquie « anti-kurde ». Suite à de nombreuses interventions et une pétition de 5000 signatures recueillies en trois jours, la commission des Affaires étrangères a décidé d'annuler la réunion prévue initialement pour adopter cet accord. Avec la délégation de la Coordination nationale Solidarité-Kurdistan composée d'une représentante de la LDH, le PCF était représenté par Sylvie Jan et Estelle Le Joncour. Suite à cette rencontre, le député François Asensi a interpellé par une question écrite le ministre Laurent Fabius (26/2/2013).

AMERIQUE LATINE

Rencontre avec Jaime Caycedo, secrétaire général du PC de Colombie, de Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament, le 13 février.

AFRIQUE

Mali

Débat Mali : quel avenir ? à la Bourse du travail de La Courneuve, organisée par le Parti communiste de la Courneuve, en présence du maire Gilles Poux et de Marine Malberg pour le collectif Afrique (05/02/2013).

Forum débat Le Mali aujourd'hui, co-organisé par Sortir du colonialisme, Survie et l'AFASPA, à la Bourse du Travail avec la participation de Marine Malberg (14/02/2013).

Table ronde/conférence, sur le thème La crise malienne, organisée par les maires Serge Macudzinski et Jean-Luc Dion de Saint-Maximin et de Thiverny et l'association de développement de Madiga Sacko-Koumpoula ADMSK, à la galerie du Front de taille à Saint-Maximin, avec la participation de Marine Malberg (22/02/2013).

Le 1er mars, Lydia Samarbakhsh a participé à un **débat sur le Mali organisé par la section PCF et animé par le maire de Grigny**.

Soudan

Rencontre avec **Mohammad Mokhtar Hassan, représentant du Parti communiste soudanais**, sur la situation politique au Soudan, avec la participation de Laetitia Sucheki et Marine Malberg (06/02/2013).

Madagascar

Rencontre avec **Felix Andriatsoavina, représentant en Europe de l'AKFM**, sur la prochaine élection présidentielle à Madagascar, avec la participation de Marine Malberg (11/02/2013).

MONDE ARABE

Tunisie

Rassemblement et prise de parole à Paris, à l'annonce de l'assassinat de **Chokri Belaid**, dirigeant du Front Populaire en Tunisie, le 6 février.

Le 9 février, **manifestation à Paris, avec la participation de plusieurs délégations des partis communistes et progressistes présentes au 36ème Congrès du PCF**, accompagnée de Mériem Derkaoui. Catherine et Patrick Margaté qui représentaient le PCF.

Maroc

Le 20 février, à l'occasion de l'anniversaire du **Mouvement du 20 février, s'est tenue une soirée-débat sur Abdel-Krim et la guerre du RIF**. Patrick Margaté y représentait le PCF.

Palestine

Colloque organisé par l'AFPS au Sénat le 2 mars sur la colonisation, avec de nombreux experts, intervenants de haut niveau, syndicaliste... Pour le PCF : Jacques Fath, Patrick Margaté, Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly.

Liban

Rencontre de Lydia Samarbakhsh, Jacques Fath et Patrick Margaté avec le **secrétaire général du Parti communiste libanais**, le 20 février.

EUROPE

Russie

Participation de **Gilles Garnier**, responsable *Europe* du PCF, au **congrès du Parti communiste de la Fédération de Russie**, 23 et 24 février, et au forum international qui a rassemblé les délégués internationaux au Congrès, le 25 février, à Moscou

Chypre

Appel international d'élus en solidarité avec le peuple chypriote, contre les pressions extérieures pour la privatisation des services publics, signé largement, notamment par Pierre Laurent et les responsables des groupes parlementaires CRC au sénat, GDR à l'Assemblée nationale, de L'ANECR et du GUE-GVN.

ANTICOLONIAL

Participation de Lydia Samarbakhsh au nom du PCF, à la **manifestation de la Semaine antocoloniale, à Paris**, le 2 mars.

Semaine anti-coloniale à Tours le 28 février. Participation de Jacques Fath. Rencontre avec des élus PCF, EELV, PS à l'Hôtel de Ville. Débat sur les enjeux de la situation internationale et l'activité du PCF au siège de la Fédération.

ÉVÈNEMENT AU SIEGE DU PCF

Le 26 février, une **soirée d'hommage à René Vautier** s'est déroulée à l'espace Niemeyer. La projection de la version récemment restaurée du film de Vautier, primé à Cannes en 1972, *Avoir 20 ans dans les Aurès*, a été suivie d'un échange entre le public et Vincent Glenn, cinéaste ; Alain Ruscio, historien ; Rosa Moussaoui, journaliste à *l'Humanité* et Lydia Samarbakhsh, responsable internationale du PCF.

Le Parti communiste français
publie régulièrement des communiqués
liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver
intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*,
un article sur la situation internationale,
publié dans le supplément *Communistes*

CONGRÈS PCF

Rencontre importante des délégués africains

Durant le congrès du PCF, les délégués africains ont pu se retrouver pour un temps précieux d'échanges d'informations et de réflexions. « Occasion rare de rencontres tous ensemble », l'initiative a été saluée par tous les intervenants.

Le camarade du Burundi évoquant les « 453 assassinats durant l'année 2011 et les violences cycliques pour des raisons internes et externes au pays », soulignait « le risque d'un nouveau conflit dans cette région de l'Est ». La prochaine visite en France du président de la République burundais devrait faire selon lui, l'objet d'une interpellation des députés français. Celle-ci sera relayée.

Issa N'Diaye est revenu sur « la complexité et la gravité de la situation au Mali », dressant dans ses grandes lignes l'intervention qu'il s'apprêtait à faire devant les délégués, manifestant sa « profonde inquiétude pour l'avenir, les problèmes de fond restants entiers, les forces vives du Mali n'ayant jamais été consultées... Le risque d'aller à une élection présidentielle précipitée et sans consultation nationale, construite avec toutes les forces vives du pays, amènera par la voie officielle les forces islamistes au pouvoir, d'autant que la France tend à imposer le MNLA, force non représentative des touaregs, comme interlocuteur crédible ». Plusieurs intervenants considéraient qu'il n'y avait pas « d'islamisme « sage » mais seulement de l'islamisme politique », que l'objectif était, pour la France et ses alliés de signer des accords de paix en imposant que cette zone bénéficie d'un statut particulier, de « placer sous tutelle le Mali ».

Plusieurs intervenants ont évoqué des États minés par la corruption, en échec étatique, démocratique et sur fond de régression sociale très sévère, comme au Soudan, très riche en pétrole, où 95 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Selon Mamane Sani Adamou du Niger, « la hiérarchie des armées n'est pas étrangère au développement des trafics ». « La volonté des grandes puissances, dont la France, est de créer des zones grises, de la Mauritanie à Djibouti et de casser les solidarités entre le Maghreb et le reste de l'Afrique ».

Face à cette Afrique qui attise toutes les convoitises, tellement riches de toutes les ressources utiles au monde, avec une population de jeunes hommes et femmes, âgés de 25 ans, reconnue comme le continent d'avenir pour le XIXe siècle, les partis et organisations progressistes cherchent à s'unir pour donner davantage de forces aux résistances sociales qui éclatent partout.

Le *Forum de la gauche africaine* (ANELF), qui peine à s'organiser, a trouvé dans cette rencontre une occasion importante pour se renforcer, de nombreuses organisations participantes n'ayant pas eu, avant ce congrès, l'occasion de se rencontrer.

Une demande forte s'est exprimée, à l'égard du Parti communiste français, de la solidarité en terme de formation militante. Plusieurs organisations ont dit « l'aide précieuse que serait l'accueil de jeunes responsables », pour « connaître et approfondir les contenus face aux enjeux mondiaux nouveaux et complexes », pour « se former aussi à l'organisation, la communication ».

Cette rencontre, animée par Amath Camara, du PIT Sénégal, membre du secrétariat de l'Anelf et moi-même, a rassemblé les partis politiques et organisations venues du Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Comores, Sénégal, Bénin, Madagascar, Niger, Djibouti, Soudan, Mali, Burundi, Sénégal, Tchad.

Le prochain rendez-vous de l'ANELF a été fixé à Tunis, à l'occasion du prochain Forum social mondial, fin mars 2013.

Sylvie Jan, en charge du collectif *Afrique*
sylvie.jan@free.fr

36^{ème} CONGRÈS DU PCF - VENDREDI 8 FÉVRIER 2013

discours de Valter Pomar

secrétaire exécutif du Forum de São Paulo

membre de la direction du Parti des Travailleurs du Brésil

J'adresse mon profond salut au Congrès du Parti communiste français et je remercie, au nom du Forum de São Paulo, de l'invitation à prendre la parole devant les délégués au congrès du Parti communiste français.

Je voudrais profiter de cette occasion pour partager des opinions et des résolutions que nous avons adoptées lors de la récente réunion du Forum, qui a eu lieu en janvier 2013, à Quito.

Le premier thème qui en ressort, c'est que la crise internationale continue. Bien qu'avec un impact différent selon la région, le pays, le secteur de l'économie, la classe sociale, mais la vérité est là : la crise continue et c'est autour d'elle, de ses effets et de la recherche de solutions que s'organise la lutte entre les États et les classes sociales à l'échelle nationale et mondiale.

La crise internationale continue en partie du fait des déterminants structurels du capitalisme en cette période d'impérialisme financier, en partie parce que les classes dirigeantes aux États-Unis et en Europe sont engagées dans des politiques au style néolibéral, d'austérité extrême, qui opèrent contre leurs populations, de pillage et de guerre contre les périphéries du monde, et aussi d'affrontement contre les pays, petits ou grands, qui s'investissent pour construire des alternatives au néolibéralisme, à l'impérialisme, aux forces encore hégémoniques sur la planète. Elle est due également en partie au fait que les forces capables de surmonter la crise et de construire un autre type de société n'ont pas encore émergé, tout au moins à l'échelle requise.

La continuité de la crise, l'attitude des classes dirigeantes et la faiblesse relative des forces de gauche et progressistes indiquent que nous continuerons à vivre une période d'instabilité mondiale, marquée par des crises économiques, par de profonds conflits sociaux, ainsi que par des guerres de plus en plus sanglantes. C'est impossible de prédire combien de temps durera cette instabilité, quelles seront ses tendances à moyen terme, car cela dépend de la lutte qui s'est désormais déclenchée entre les classes sociales dans chaque pays et entre les États à l'échelle régionale et mondiale.

C'est dans ce contexte que nous analysons la situation des États-Unis. Les États-Unis font face à deux problèmes : une détérioration de leur hégémonie mondiale et un appauvrissement relatif de leur structure productive. Les deux processus, bien entendu, sont

liés. Trouver la bonne solution à ces deux problèmes, du point de vue des classes dirigeantes, en restructurant l'économie américaine et en récupérant son rôle hégémonique dans le monde, implique un haut niveau de cohésion de la classe dirigeante américaine, qui ne peut se produire que dans le contexte d'un conflit militaire international aiguë et/ou d'effondrement interne.

En ce qui concerne le premier point, les États-Unis ne disposent pas des conditions géopolitiques et économiques pour faire face à un conflit ayant des effets secondaires bénéfiques pour l'économie du pays, comme ceux de la Seconde Guerre mondiale. En ce qui concerne le deuxième point, l'effondrement n'est pas encore là, mais une détérioration significative s'avère capable de créer une ambiance interne difficile, qui pourrait servir d'arrière-plan à une confrontation sociale et politique entre les forces politiques américaines, renforçant la tension mondiale et aboutissant à une intervention militaire pour résoudre ces conflits.

Pour compliquer encore les choses, l'une des conséquences est l'impasse politique et un équilibre entre les partis républicain et démocrate. Voilà la raison pour laquelle nous espérons que le deuxième mandat d'Obama soit, dans le meilleur des cas, semblable au premier. Ce qui, en aucun cas, n'est une bonne nouvelle pour le monde ou pour l'Amérique latine, que ce soit du point de vue économique ou politique.

Nous estimons qu'à long terme le conflit entre les États-Unis et leurs alliés, et les BRICS, aboutira au déplacement géopolitique du centre dynamique du monde vers l'Asie.

La concurrence entre les BRIC et le bloc dirigé par les États-Unis se reflète dans différentes régions, comme l'Afrique et l'Amérique latine, lançant de nombreux défis à l'Amérique latine et aux Caraïbes, qui ne prétendent pas remplacer l'hégémonie américaine par une autre.

L'Arc du Pacifique, encouragé par l'initiative américaine qui vise briser les efforts d'intégration autonomes comme l'UNASUR et le MERCOSUR, fait également partie du changement de cap de la stratégie politique américaine, dans le but de concentrer les efforts en Asie.

En Europe, nous assistons à l'engagement des classes dirigeantes européennes dans des politiques d'austérité extrême, avec le démantèlement de la sécurité

discours de Valter Pomar au 36ème Congrès

sociale et la réaffirmation de l'Europe commerciale, en dépit de l'Europe démocratique.

Ce choix conduit à un processus de centralisation antidémocratique et anti-populaire, qui provoque différentes réactions, allant de la croissance simultanée de la gauche et de l'extrême droite (comme en Grèce) au questionnement de l'unité nationale (comme en Espagne), à l'encouragement du militarisme (vu dans différentes actions de l'Italie et de la France ces derniers mois), aux menaces de rupture avec l'Union européenne (comme le gouvernement britannique), entre autres.

Quant à l'Allemagne, aucun espoir que les élections de cette année ne changent la position du gouvernement allemand, non seulement parce que les sondages montrent Merkel comme la candidate favorite aujourd'hui, mais aussi parce que la politique de Merkel favorise l'hégémonie d'une grande partie de la société allemande.

Quant à la social-démocratie européenne, qu'elle soit représentée par l'opposition comme en Allemagne ou par le gouvernement, comme en France, nous estimons qu'elle ne parviendra pas à proposer ni à mettre en place un programme vraiment alternatif.

Par ailleurs, hormis d'importantes exceptions (comme en Grèce), la gauche européenne n'a pas encore été en mesure de devenir une alternative au gouvernement, ce qui jette une ombre pessimiste sur la capacité de l'Europe de sortir de la crise, avec un penchant vers la gauche, du moins à court terme.

A ce stade, il est important de noter les réussites et de poursuivre le partenariat entre le Parti de la Gauche européenne et le Forum de São Paulo.

Le Forum de São Paulo suit de près la situation en Afrique du Nord, Moyen-Orient et d'autres pays voisins. Comme dans d'autres périodes de l'histoire, cette région concentre des conflits et des contradictions, ce qui en soi est déjà tragique pour ses populations, mais qui aujourd'hui pourraient évoluer de façon terrible pour l'humanité.

Certaines situations sont plus critiques. Les élections en Israël, qui ont eu lieu peu de temps après la réunion du Groupe de Travail du Forum, ont réaffirmé qu'au sein du gouvernement la tendance restera celle de s'opposer à la solution à deux Etats et de défendre des mesures antidémocratiques, racistes et militaristes. Il s'agit là d'une menace de plus, non seulement pour les Palestiniens et l'Iran, mais aussi pour la paix mondiale.

Les conflits en Syrie et au Mali, quant à eux, confirment qu'un processus est en cours pour déstabiliser la région, ayant pour but de faciliter et de légitimer la

présence des puissances européennes et des États-Unis, sous prétexte de lutter contre le terrorisme ou de l'hypocrite responsabilité de protéger.

Le Forum de São Paulo estime qu'il est nécessaire de faire parvenir aux partis sociaux-démocrates européens notre évaluation critique sur leur réaction face à la crise actuelle, aux politiques néolibérales, aux problèmes de la migration et, en ce moment précis, face aux attitudes coloniales de l'Europe pour gérer la crise en Libye, Syrie, Mali et Iran.

Nous espérons également que la gauche européenne prendra une position ferme anti-impérialiste et anticolonialiste, et qu'elle ne cédera pas aux discours de responsabilité de protéger ou du même acabit, tout comme nous attendons une position ferme en faveur de la lutte anticoloniale en Amérique latine et dans les Caraïbes, soit pour le cas des Malouines, de Puerto Rico ou des possessions d'outre-mer des Pays-Bas et de la France, entre autres. Et bien sûr, la Palestine !

L'appréciation du Forum de São Paulo de la situation mondiale a été le point de départ à l'évaluation des réussites, des défis, des faiblesses et des contradictions du processus d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes, où nous soulignons l'importance de la Communauté des Pays d'Amérique latine et des Caraïbes - CELAC et UNASUR.

Il est bien évident que l'intégration est fondée sur la force de nos mouvements sociaux, des partis et des gouvernements, comme c'est le cas de l'Uruguay et de Cuba, du Nicaragua et de la Bolivie, de l'Argentine et du Brésil, de El Salvador et de l'Equateur, parmi d'autres.

Nous espérons que la gauche européenne nous aidera à intensifier la diffusion des réussites des gouvernements progressistes et de gauche. Nous savons que tous ces gouvernements ont comme priorité le besoin d'approfondir les changements. Les résultats obtenus jusqu'à présent en matière d'intégration et de souveraineté nationale, d'égalité sociale et de démocratisation politique sont très importants.

Nous espérons également que la gauche européenne réaffirme sa solidarité envers le peuple et le gouvernement cubains, en particulier contre le blocus et en faveur de la liberté des cinq héros.

Nous espérons également, la solidarité envers le peuple et le gouvernement du Venezuela, ainsi que le soutien à la réélection de Rafael Correa, le 17 février.

En 2013 et 2014, auront lieu les élections présidentielles en Equateur, au Paraguay, au Chili, au Salvador et au Honduras.

discours de Valter Pomar au 36ème Congrès

Dans le cas du Paraguay, où les élections auront lieu le 21 avril, il est important que la Gauche européenne soutienne les efforts isolés de la gauche Guarani, qui devrait remporter le scrutin ou tout au moins polariser la dispute électorale du 21 avril, car les «putschistes» tiennent à empêcher la construction d'une unité et que la gauche remporte les premières places au scrutin. J'attire votre attention sur la situation des paysans prisonniers et soumis à un jugement injuste, ainsi qu'à leur grève de la faim. Nous devons exiger le respect aux droits de l'Homme et aux droits politiques de la population paraguayenne, ainsi qu'à son droit à la liberté de manifestation.

Il y a deux pays où le contrôle exercé par l'actuel gouvernement national de droite empêche un processus d'intégration régionale complet. L'un d'eux est le Mexique, l'autre la Colombie. L'intégration totale de l'Amérique latine et des Caraïbes n'aura lieu que lorsque le Mexique aura enfin un gouvernement de gauche. Et l'intégration de l'Amérique du Sud sera beaucoup plus forte lorsque la Colombie aura, elle aussi, un gouvernement de gauche.

Dans le cas particulier de la Colombie, nous espérons que la Gauche européenne soutienne pleinement le processus de négociation FARC-Santos. Il ne s'agit pas seulement de rendre la paix viable, mais d'empêcher que la polarisation de la politique colombienne entre les partis de Santos et Uribe continue.

Nous comprenons que dans le contexte international actuel, l'Amérique latine et les Caraïbes offrent toujours de meilleures conditions pour arracher la lutte pour le socialisme de la situation défensive stratégique dans laquelle elle se trouve.

Nous savons que l'approfondissement des changements et l'accélération de l'intégration régionale seront plus faciles si nous parvenons à construire une culture de masse, démocratique, populaire, de gauche, en faveur de l'intégration et d'un nouveau modèle de développement. Ceci, par ailleurs, a comme l'une de ses présuppositions de renforcer les organisations sociales et politiques de gauche en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment pour améliorer les conditions de fonctionnement du Forum de São Paulo.

Notre expérience, depuis la création du Forum de São Paulo en 1990, nous montre que renforcer et améliorer le Forum de São Paulo c'est approfondir l'intégration régionale. Cela ne résout pas tous les problèmes stratégiques/politiques organisationnels, présents dans la région et/ou dans chaque pays, mais crée l'ambiance dans laquelle il sera possible d'aboutir à de meilleures solutions.

Tous au Forum estiment que l'intégration est stratégique, fondamentale, soit comme protection contre les influences extérieures en général et les effets de la crise internationale, en particulier, soit pour mieux profiter du potentiel régional ou pour servir de «chapeau» aux différents projets stratégiques défendus par les participants du Forum.

De ceux qui défendent le socialisme à ceux qui prônent un nouveau modèle de développement capitaliste, tous reconnaissent que l'intégration est un facteur clé pour limiter la portée et l'ingérence de l'alliance conservatrice entre les oligarques locaux et leurs alliés métropolitains.

Maintenant je vous parle en tant que membre de la direction nationale du Parti des Travailleurs, et non pas comme secrétaire exécutif du Forum de São Paulo.

Nous estimons que dans le monde entier, la gauche tout comme en Amérique latine et dans les Caraïbes, vit un déficit théorique, ce qui ralentit et dénature la mise en œuvre de nos objectifs.

Ce déficit théorique porte sur l'intégration régionale, sur le bilan de plus d'une décennie de gouvernements progressistes et de gauche, ainsi que sur trois autres thèmes : l'analyse du capitalisme du XXI^e siècle, car beaucoup appliquent encore une interprétation du capitalisme correspondant au XX^e siècle; le bilan des expériences socialistes, sociale-démocrates et national-développementistes du XX^e siècle, car beaucoup répètent certaines erreurs et ignorent les réussites, ainsi que les leçons issues de ces expériences; et finalement, la stratégie, car dans l'imaginaire de beaucoup de membres de la gauche latino-américaine, Che éclipse Allende, malgré le fait qu'aujourd'hui nous sommes tous impliqués dans une expérience qui tirera beaucoup plus de leçons venant d'Allende que de Che.

Bien sûr, quand on parle de déficit théorique, on ne veut pas dire que la «production intellectuelle est faible», ce que nous affirmons c'est que cette production est de basse qualité.

Dans le cas particulier du Brésil, nous pouvons citer trois facteurs d'influence.

Tout d'abord, la perte du statut de la «classe moyenne traditionnelle» oblige certains secteurs sociaux d'assumer des positions très conservatrices, y compris avec des tendances au fascisme, tout en poussant d'autres secteurs vers des positions de gauche. Et comme la classe moyenne est la base sociale d'une grande partie de l'intelligentsia, y compris de la gauche, cela a des conséquences directes sur la valeur théorique.

discours de Valter Pomar au 36ème Congrès

Deuxièmement, il y a l'impact et l'influence du néolibéralisme et de la triple crise (du socialisme soviétique, de la social-démocratie et du national-développementalisme) dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la communication sociale.

Cet impact et cette influence affectent les mécanismes de formation et de promotion de l'intelligentsia, et ne sont pas propices à la pensée de gauche.

L'influence néolibérale sur la culture, l'éducation et la communication empêche la formation d'une pensée de masse fondée sur les valeurs de la gauche : il n'y aura pas de culture populaire, avec une multitude en faveur de la souveraineté côtoyant l'intégration, de la démocratie, de l'égalité sociale et d'un nouveau développement, à moins que l'industrie culturelle, l'éducation publique et la communication de masse ne soient renouvelées.

Sans ces changements, nous continuerons à recueillir ce qui a été montré dans un récent sondage qui indiquait le Parti des Travailleurs du Brésil, comme parti préféré (24% contre 6% du parti de centre "Mouvement Démocratique Brésilien" et 5% du parti de droite "Parti de la Social-démocratie"), tout cela cependant dans un contexte d'une diminution du nombre de personnes qui ont déclaré avoir une préférence pour un parti (nous avons chuté de 61% en 1988 à 44% en 2012).

Troisièmement, les partis de gauche brésiliens ne partagent pas les mêmes stratégies politiques à l'égard de nos deux principales missions : surmonter l'hégémonie néolibérale et entreprendre des réformes structurelles qui vont au-delà du développementalisme conservateur.

Ces différences politiques provoquent deux positions symétriquement incorrectes : un gouvernement exacerbé, qui n'a d'yeux que pour ce qui est "faisable" dans l'immédiat et qui s'attaque à toute critique, ou le gauchisme, qui n'a d'yeux que pour le but final et ne prend en compte aucune analyse réaliste du rapport de force.

Dans un certain sens, le gouvernement exacerbé et le gauchisme expriment le même phénomène : la séparation entre théorie et pratique, entre objectifs finaux et moyens politiques, entre stratégie et tactique.

Pour remédier à cette situation, il nous faut créer un lien indestructible entre théorie et politique. Surtout maintenant, lorsque nous avons atteint un succès partiel et savons que pour avancer, il nous faut changer d'importants aspects de la stratégie que nous avons adoptée jusqu'à présent.

Il nous faut rendre hégémoniques nos idées, dont l'ADN incorpore la priorité sociale, l'élargissement des libertés démocratiques, l'affirmation du rôle de l'État, l'amalgame entre la souveraineté nationale et l'intégration régionale. Bien sûr, ces idées incluent un éventail de positions, allant des «progressistes» aux socialistes révolutionnaires. Voilà qui est positif ! L'une des expériences retenue du Forum de São Paulo, c'est que l'on ne peut pas craindre la diversité, voire idéologique, au sein de la gauche.

Et pour conclure, je voudrais dire que les conjonctures mondiale et latino-américaine exigent plus d'agilité de notre part, si nous voulons changer le cap et passer du combat contre le néolibéralisme aux réformes structurelles. Plus d'agilité pour l'intégration, plus d'agilité pour appliquer les changements dans nos pays, plus d'efficacité là où nous sommes l'opposition, et en général, plus d'unité de la gauche latino-américaine et des Caraïbes. Et, évidemment, favoriser le dialogue et la coopération entre le Forum de São Paulo et les partis de gauche d'Océanie, Asie, Afrique, États-Unis et Europe.

Je vous invite à poursuivre la discussion sur ces thèmes lors de XIXe Colloque du Forum de São Paulo, qui aura lieu au Brésil, dans la ville de São Paulo, du 31 juillet au 4 août 2013.